

## Le Canal du Nicaragua c'est comme couper la France en deux !

Une Carte de la France a été découpée devant le Ministère des Affaires étrangères pour montrer les impacts de la construction du Canal du Nicaragua et demander à la France de ne pas être complice de cette destruction



**1er mars 2016 dès 9h, mobilisation d'Envol Vert devant le Ministère des Affaires Étrangères pour demander à la France de se positionner officiellement contre la Construction du Canal du Nicaragua. Aujourd'hui et alors que la France avait annoncé soutenir le projet, des pressions, contraires aux Droits de l'Homme, sont exercées sur les populations indigènes par le gouvernement du Nicaragua pour faire accepter ce projet destructeur. La France doit clairement dénoncer ce scandale humain, écologique et anticonstitutionnel qui est en cours au Nicaragua et arrêter d'être complice de ce désastre tant qu'il est encore temps!**

En Décembre dernier, Envol vert s'est associé à la Fondation del Rio pour appeler le gouvernement français à refuser la participation des entreprises françaises à la construction du canal du Nicaragua, prévu pour la fin de l'année 2016, et à s'opposer au projet avant qu'il ne soit trop tard. Cette prise de position fait suite aux paroles de l'Ambassadeur de la France au Nicaragua<sup>1</sup>, indiquant que les entreprises françaises spécialisées dans la construction et la navigation pourraient participer aux chantiers et que cela serait positif. Envol Vert a alors lancé une pétition sur la plateforme Change.org et adressé plusieurs courriers aux cabinets ministériels et à l'Ambassade de France au Nicaragua.

### **Populations indigènes sous pression !**

Depuis la situation au Nicaragua n'a fait qu'empirer. Les Gouvernements territoriaux indépendants des populations indigènes Rama et Kriol (GTR-K) ont dénoncé devant tribunal avoir subi des pressions directement par les représentants du gouvernement central du Nicaragua pour signer des documents

<sup>1</sup> <http://www.elnuevodiario.com.ni/politica/372643-francia-ve-positivo-participar-construccion-canal/>

indiquant leur accord pour le projet dans le cadre de « la consultation libre, préalable et informée », certaines signatures de chefs indigènes auraient même été utilisées hors contexte pour faire croire à leur accord, et ce alors qu'ils refusent ce projet et demandent depuis plusieurs mois des éclaircissements qui ne leur sont pas données. Une violation totale des Droits de l'Homme comme l'indique Amnesty International<sup>2</sup>.

### **La langue de bois de la France !**

L'association a enfin obtenu une réponse de l'ambassade et des affaires étrangères<sup>3</sup> qu'elle considère inacceptable ! En effet, alors qu'Envol Vert a mobilisé les Ministres sur les énormes impacts environnementaux du projet, sur le haut niveau de menaces pour les habitants, paysans et communautés indigènes et sur le fait que les études elles-mêmes concluent la non viabilité du projet, pourtant accepté par le gouvernement du Nicaragua ; la réponse de la France est vide.

« Les courriers reçus rappellent que la France assure la Présidence de la COP jusqu'en novembre 2016, qu'à ce titre elle veillera à ce que les pays respectent leurs engagements, et que l'ambassade restera attentive à la construction du canal et aux études sur les retombées environnementales et socio économique. Autant dire de la vraie langue de bois, quand nous demandions un message fort de la France pays des droits de l'Homme et présidente de la COP pour se manifester contre ce projet et les pratiques du gouvernement du Nicaragua » déclare Daisy Tarrier, présidente d'Envol Vert.

**Les non réponses ont amené l'association à renforcer sa mobilisation ce 1er Mars 2016 à travers une flashmob devant le Ministère des Affaires Étrangères mettant en scène une France coupée en deux, à l'instar ce que la France est prête à faire subir au Nicaragua. Photos jointes de l'événement.**

**Après cette action une opération de bombing sur les comptes twitters des décideurs concernés #StopCompliceCanalNicaragua sera lancée pour solliciter une réponse plus claire !**



### **Rappel sur les impacts faramineux du projet**

Le projet porte un risque extrêmement élevé de pollution irréversible des eaux, notamment du lac Cocibolca qui constitue la plus grande réserve d'eau douce d'Amérique Centrale, et de destruction de la biodiversité dans les réserves naturelles protégées de la région. Il est également à l'origine de l'accaparement des terres les plus fertiles du pays, sources vitales au niveau national et régional. Au total, ce sont 25 000 personnes qui sont menacées de déplacement. Le tracé prévu traverserait 52% des territoires indigènes et afrodescendants du Territoire Rama et Kriol, selon le recours présenté le 5 février devant le pouvoir judiciaire. Ce sont en tout 400.000 hectares de forêts tropicales et de zones humides qui seront détruites et plusieurs millions d'hectares d'écosystèmes environnant mis en péril.

---

<sup>2</sup> <http://confidencial.com.ni/amnistia-internacional-el-canal-margina-a-los-pueblos-indigenas/>

<sup>3</sup> <http://envol-vert.org/non-classe/2016/02/courrier-de-r%C3%A9ponse-sur-canal-du-nicaragua/>

**Envol vert** est une association de protection de la forêt et de la biodiversité qui souhaite reconnecter l'homme avec son environnement et aider les populations locales à vivre dans un environnement plus sain et générateur de ressources. Pour cela elle soutient des petits projets issus d'initiatives locales en France et en Amérique Latine : réserve de forêt primaire, suivi scientifique, alternative à la déforestation, reboisement. Son fil conducteur « La forêt nous rend service, rendons le lui » engage particuliers et entreprises à s'investir à ses côtés pour cette noble cause.

<http://envol-vert.org/> - <http://www.facebook.com/EnvolVert> - <http://www.youtube.com/user/envolvert>

Pétition: <https://www.change.org/p/canal-du-nicaragua-pour-que-la-france-ne-soit-pas-complice-stopcomplicecanalnicaragua>

---

**Contacts Presse :**

Daisy TARRIER, présidente fondatrice Envol Vert, +33 9 70 40 82 24, [dtarrier@envol-vert.org](mailto:dtarrier@envol-vert.org)

Boris PATENTREGER, co-fondateur Envol Vert, +33 7 76 07 44 19, [bpatentreger@envol-vert.org](mailto:bpatentreger@envol-vert.org)